

ACCOMPAGNER POUR SÉCURISER LA CRÉATION D'ACTIVITÉ DES NOUVEAUX INSTALLÉS EN ZONE RURALE

Rencontre « Pauvreté et précarité en rural :
des clefs pour comprendre et agir »

Cap Rural, MRIE, LER
Château de Goutelas, Marcoux (42)
28 mars 2019

Hélène TALLON, consultante et chercheure associée UMR Innovation
Montpellier (Inra, Cirad, SupAgro), htallon@gmail.com



Quitter la ville
et
Vivre à la campagne

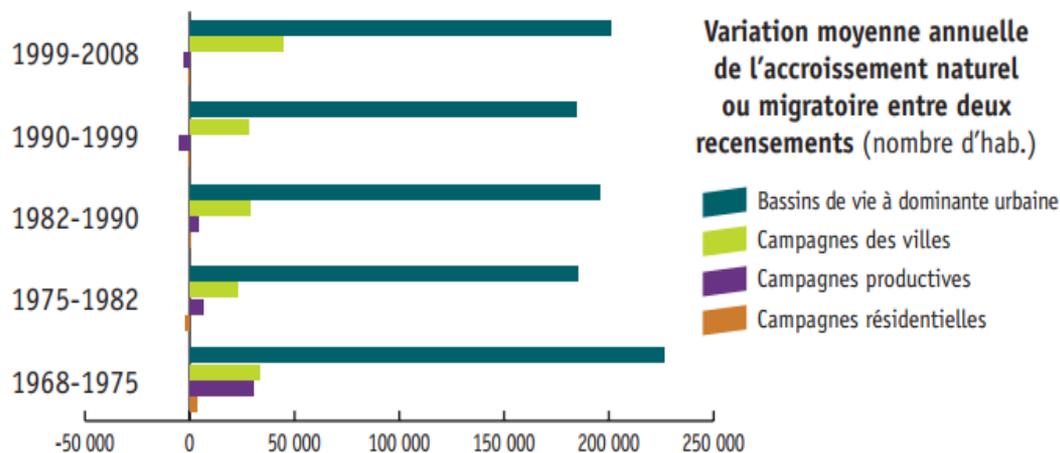


espritHaita.fr

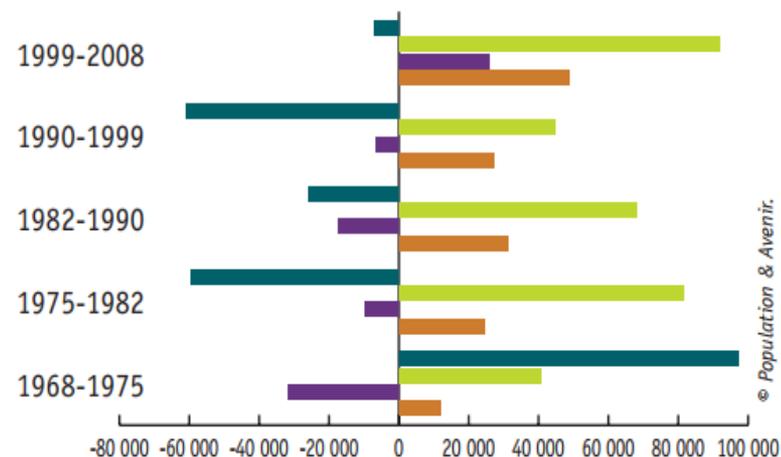
UN ESPACE
RURAL DE PLUS
EN PLUS
COMPLEXE

Un renouveau incontestable des espaces ruraux

4. L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE NATUREL DES TERRITOIRES DE FRANCE MÉTROPOLITAINE



5. L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE MIGRATOIRE DES TERRITOIRES DE FRANCE MÉTROPOLITAINE



(Pistre, 2013)

Une grande diversité d'espaces

TYPOLOGIE DES CAMPAGNES FRANÇAISES

Campagnes des villes, du littoral et des vallées urbanisées

- densifiées, en périphérie des villes, à très forte croissance résidentielle et à économie dynamique
- diffuses, en périphérie des villes, à croissance résidentielle et dynamique économique diversifiée
- densifiées, du littoral et des vallées, à forte croissance résidentielle et à forte économie présentielle

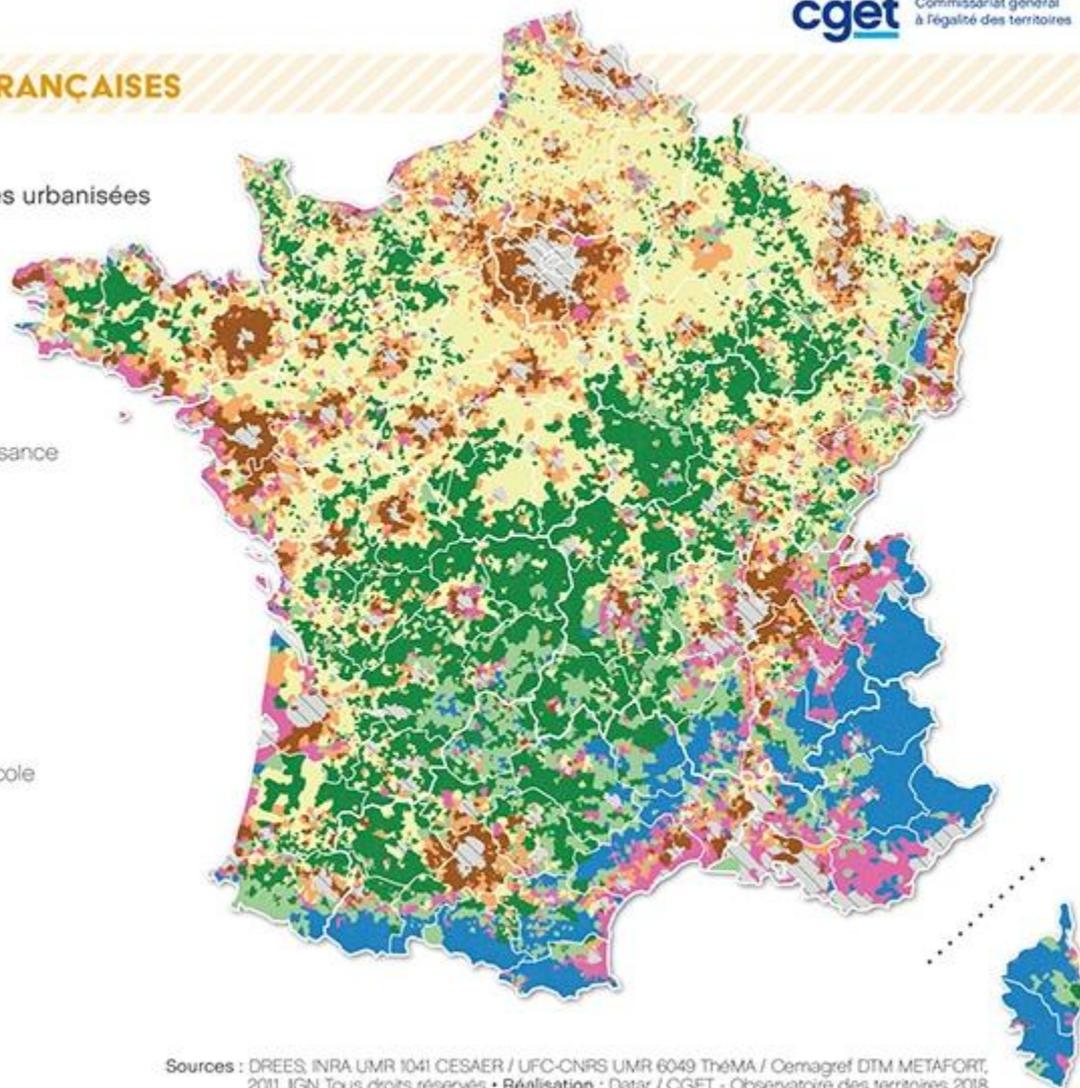
Campagnes agricoles et industrielles

- sous faible influence urbaine

Campagnes vieilles et à très faible densité

- à faibles revenus, économie présentielle et agricole
- à faibles revenus, croissance résidentielle, économie présentielle et touristique
- à faibles revenus, croissance résidentielle, économie présentielle et touristique, très fort éloignement des services d'usage courant

- hors champ (unités urbaines > 10 000 emplois)



Une recomplexification des espaces ruraux

Économie à la géographie dilatée, la correspondance entre le territoire de la ressource et le territoire de vie disparaît progressivement (Gilbert, 2010)

Plus les départements sont ruraux, plus ils sont attractifs (Baccaïni & Levy, 2009)

Un niveau de vie faible mais une pauvreté qui apparaît moins intense en valeurs relatives

Un taux de migration des chômeurs vers le rural deux fois plus élevé que les personnes en emploi (Sencébé & Lepicier, 2007)



Le solde migratoire de l'espace rural est de + 0,8% (99-2006), égal à celui du périurbain

Les néo-ruraux sont jeunes: 46 % d'entre eux ont entre 25 et 34 ans (Ipsos, 2003)

Les migrations sont souvent le fait de couples avec enfants (Roullier, 2011)

Un espace survalorisé dans la communication institutionnelle mais dévalorisé dans la communication économique et sociale

- Un espace rural considéré comme globalement attractif tant en termes de coût du logement, d'alimentation (possibilité d'autoproduction parfois largement surévaluée) et de qualité de vie (sociabilité locale souvent estimée riche et ouverte à l'autre)
- Des personnes à la recherche d'une autre qualité de vie (familles avec enfants, retraités, exclus des villes, jeunes ruraux sédentaires)
- Des choix de migration des personnes des espaces les plus producteurs de richesse vers les espaces créant peu de richesse (Davezies, 2007)



Des facteurs de précarisation

- La dépendance à la voiture : 25% des jeunes ruraux parcourent plus de 19000 km par an (contre 13% des jeunes urbains). Une forte dépendance aux hausses du coût du pétrole, et au marché de l'occasion. Une quasi obligation d'avoir son permis de conduire (OpinionWay, 2017)
- Un milieu vu comme « amortissant » les effets des crises : intériorisation du fait qu'il est plus facile lorsqu'on est dans une situation difficile de vivre en milieu rural
- Le sous emploi, un chômage déguisé
- L'affaiblissement des liens sociaux et la précarisation des générations ascendantes
- Les inégalités entre les jeunes ruraux nés sur place et ceux non originaires des lieux : stigmatisation forte en cas de chômage
- Stigmatisation des allocataires des minimas sociaux qui ne travaillent pas : le travail = une des principales valeurs du monde rural (Boulineau & Bonerandi, 2014)

Qui sont les ruraux en difficulté? (1)

- Les agriculteurs

- L'activité agricole joue un rôle de refuge et d'insertion sociale (Cazella,2001), alors même que le taux de pauvreté des agriculteurs est très supérieur à la moyenne, et qu'il progresse très nettement ces dernières années, passant de 13 % en 2006 à 24 % en 2010 (Centre d'études et de prospective, 2010, cité par Chartier & Chevrier, 2015)
- *« On me dit : “Avec l'exploitation agricole que tu as, tu dois gagner un pognon fou”. Faut pas se fier... alors que je suis en galère ici, terrible, par rapport aux prêts que j'ai faits, aux investissements que j'ai faits. C'est galère, j'en ai encore pour deux ans je crois. Au prorata des heures que je travaille, ce n'est pas bon. Mais c'est une passion. »*
Mathieu, viticulteur, Gard

Qui sont les ruraux en difficulté? (2)

- Les « néo-ruraux »
 - Des personnes qui n'ont plus accès aux services et « réseaux de proximité » dont ils avaient l'habitude quand ils vivaient en ville (ex. travailleurs pauvres de banlieue)
 - Des ménages en situation matérielle médiane au moment de leur emménagement, fragilisés par une situation de crise (ex aléas économiques, séparation, etc.)
 - Des personnes marginales à la recherche d'un introuvable « eldorado » rural
 - « *On avait l'envie de vivre ici [camion aménagé posé dans leur terrain] mais c'était aussi parce qu'on ne pouvait pas continuer à vivre comme avant. (...)* » **Nathalie**, Hérault, 57 ans

Qui sont les ruraux en difficulté? (3)

- Les jeunes

- Jeunes de familles aux faibles revenus
- Jeunes restés sur place ou revenus
- « Errants » (seuls ou en couple) (Mrie 2007 et 2009)

PM : la moitié des personnes pauvres a moins de 30 ans (Observatoire des inégalités, 2018) ; pauvreté des moins de 30 ans, la plus forte progression de ces dix dernières années

« On a décidé de s'installer ici à moindre coût parce qu'on n'avait vraiment pas d'argent et qu'on était trop jeunes pour avoir les minima sociaux. (...) » Pierre, Nord, 24 ans

Le manque d'emploi salarié en question (1)

86 % des emplois sont situés dans les grandes aires urbaines, dont 71 % dans les grands pôles urbains

Une progression de l'emploi dans les grands pôles urbains et dans leurs couronnes et une régression dans les espaces ruraux isolés (CGET, 2018)

Fin 2014 88,5 % des personnes en emploi sont salariées et 11,5 % sont non salariées (Insee, 2016)

→ **Horizon du travail indépendant**

→ **Avoir un projet**

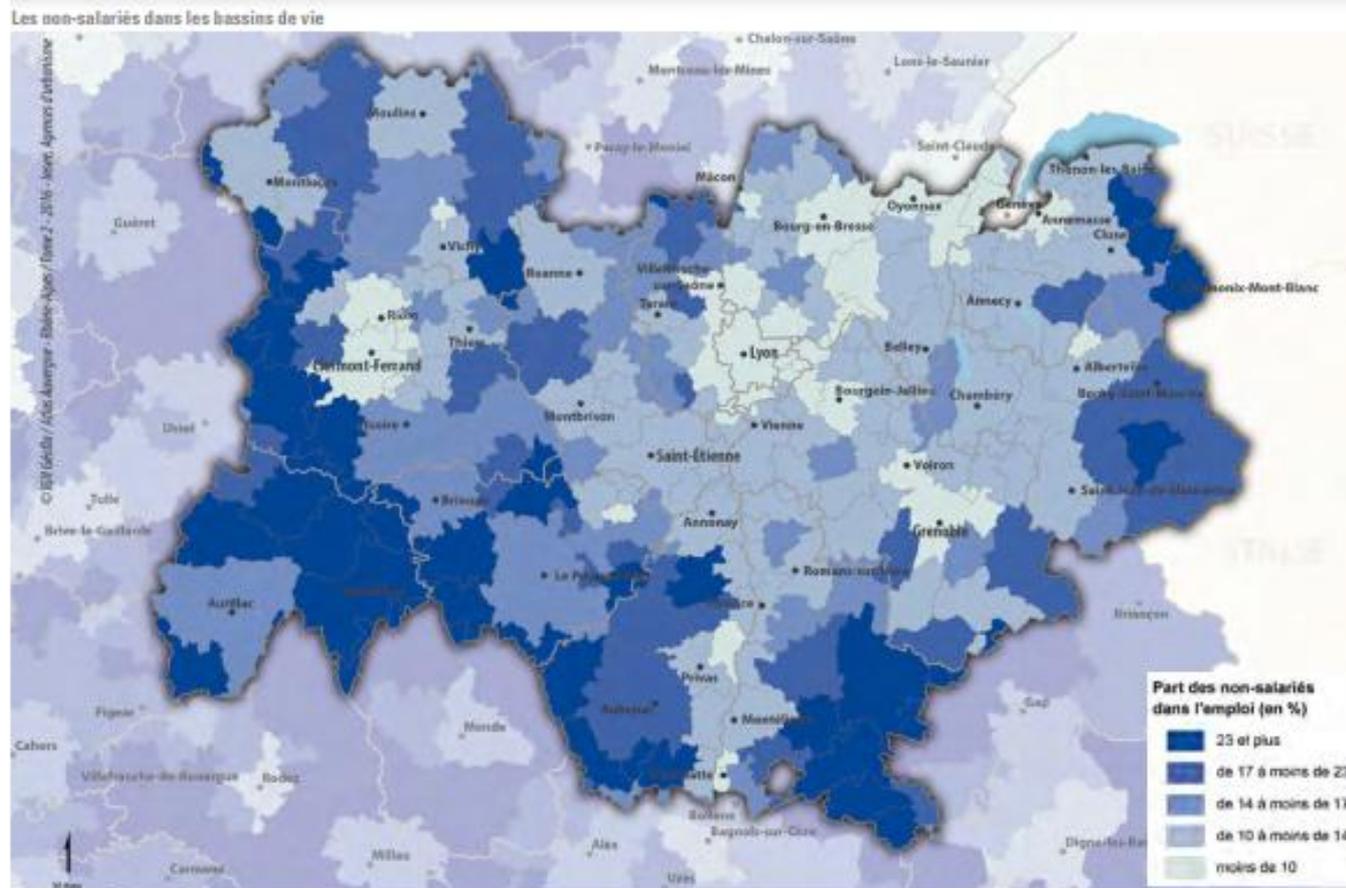
« *Trouver un travail c'est compliqué ici, et dans un domaine qui nous plaît plus ou moins aussi. C'est pour ça que moi je voulais créer mon activité* » **Caroline**, Nord, 23 ans

« *Ici on est « inventeur » de travail* » **Olivier**, Hautes Alpes, 42 ans



Le manque d'emploi salarié en question (2)

Des non-salariés nombreux dans les territoires ruraux et touristiques



Insee Auvergne-Rhône-Alpes (2016). Atlas Auvergne-Rhône-Alpes, tome 2 : Géographie de la qualité de vie, des habitants et de l'environnement, 57 p.

Pauvreté et activité indépendante

Revenu moyen comparé entrepreneur-salarié, autoentrepreneur et travailleur indépendant

La pauvreté selon l'activité
Seuil à 50 % du niveau de vie médian



Source : Insee - Données 2012 - © Observatoire des inégalités

PM taux de pauvreté de la population française au seuil de 50% en 2012 : 8,1% (soit un revenu < 840 € mensuel)

	CAE (échantillon)	Auto-entrepreneur	Indépendant
Age moyen	43	39	45
Part de femmes	58	39	32,1
Revenu mensuel moyen : Femmes			
	930	400	2540
Revenu mensuel moyen : Hommes			
	889	500	3370

Source : Données l'enquête « Emploi et revenus des indépendants, édition 2015 » - Insee référence

Rapport enquête Revenus-Temps Coopaname et Oxalis, juin 2016

Marie-Christine Bureau (LISE-CNAM), Antonella Corsani (IDHES -Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) et Mathieu Rossignol-Brunet

Pauvreté des TNS (travailleurs non salariés)

Les TNS ne représentent qu'un travailleur sur dix mais ils sont 27% de travailleurs pauvres (Boiron et al., 2013)

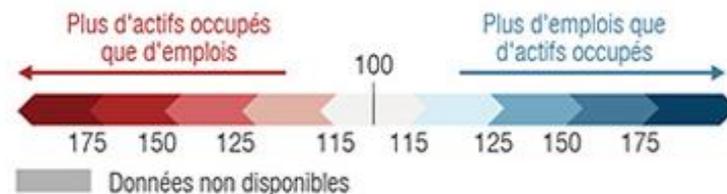
TNS	Agriculteurs	Artisans	Commerçants	Prof libérales et assimilées	Chefs entreprises > 20 salariés	Salariés pluriactifs
Nbr total	492 853	820 310	698 334	760 824	133 333	102 473
% des TNS	16,4 %	27,3 %	23,2 %	25,3 %	4,4 %	3,4 %
Nbre travailleurs pauvres	98 744	150 817	154 702	45 232	3 654	8 401
Taux de pauvreté	20,0 %	18,4 %	22,2 %	5,9 %	2,7 %	8,2 %
% TNS pauvres	21,4 %	32,7 %	33,5 %	9,8 %	0,8 %	1,8 %

PM salariés pauvres : entre 5 et 6 % des salariés (observatoire des Inégalités, 2016)

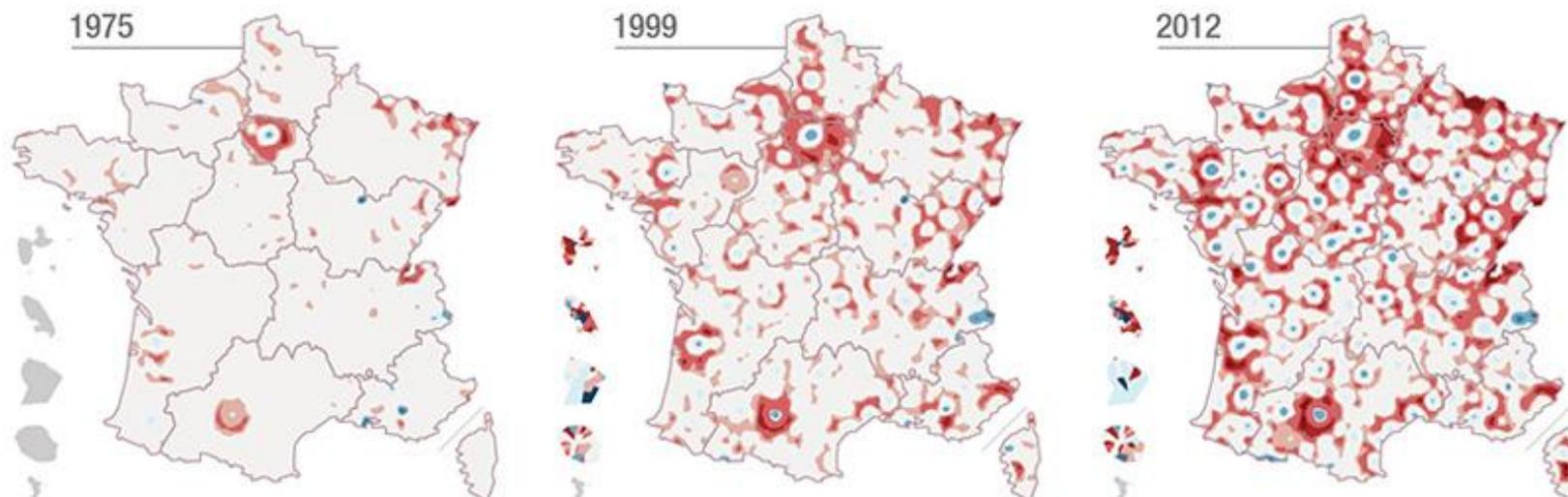
Travailleurs exerçant au moins une activité non salariée à titre principal (seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian). Source Insee 2015 (Rapelli, 2016)

La mobilité en question (1)

Des déplacements domicile travail de plus en plus fréquents et longs



Une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail



Évolution du rapport entre nombre d'emplois et nombre d'actifs occupés, 1975-1999-2012

Représentation lissée

La mobilité en question (2)

- Sur quatre décennies étudiées (1970-2012), les chances de retour à l'emploi des chômeurs ayant changé de département sont proches de celles des actifs qui n'ont pas bougé
- en 2012, pour les cadres, la mobilité géographique accroît la probabilité de retrouver un emploi
- à l'inverse, les chômeurs les moins qualifiés qui sont mobiles ont deux fois moins de chances de retrouver un emploi que ceux qui n'ont pas bougé
- les actifs occupés qui changent de département de résidence ont un risque comparatif de plus en plus élevé de perdre leur emploi que les autres, quelle que soit leur qualification (Sigaud, 2015)

« *Il y a pas beaucoup de travail ici. C'est... [Nous les jeunes] on dirait qu'on nous met des bâtons dans les roues pour... "Allez tous en ville et ne restez pas dans les campagnes", quoi...* ». *C'est pas facile au niveau du boulot quand même ici. Je pense qu'on va se démerder pour trouver un truc pour vivre ici, genre on va créer la ressourcerie comme ça on sera nous-mêmes...* »
Alyzée, Hérault, 25 ans



nit

La visibilité et la reconnaissance en question

- L'enjeu de visibilité est fort : elle permet d'être objet de discours légitime (Onpes, 2016)
- « la visibilité est le seul critère de l'action politique » (Tassin, 1991)
- L'invisibilité peut être volontaire ou involontaire
- Facteurs et processus d'invisibilisation des néo-ruraux et des jeunes ruraux pauvres (dia suivante)
- *« C'est vrai qu'on n'existe pas... [activité de maraîchage en circuit court]. Mais un dossier PAC, je me demande vraiment si je vais le faire pour 1 ha, ça va me rapporter 350 € pour un dossier qui est super compliqué. Le seul intérêt de le faire c'est de rentrer dans les statistiques. » Sylvain, Nord, 37 ans*

« Hors-champ » de visibilité

Volontaire	Non volontaire
Habitat non autorisé (camion posé, yourte, cabane d'été)	Zones d'ombre des statistiques publiques (seuils, flou et instabilité des définitions, etc.)
	Termes fourre-tout (Rosanvallon), catégories englobantes
Contournement de certaines normes pour développer une activité (ex. accès à des marchés type vide-greniers, petits boulots « au noir », etc.)	Zones d'ombre des dispositifs (ex prêt étudiant ; hébergement d'urgence non connecté au territoire, décloisonnement des dispositifs et non continuité)
	Nomadisme (absence d'adresse fixe ou double résidence avec obligation d'en choisir une)
« Échappement » : s'éloigner au maximum d'une société où on ne se reconnaît pas	Absence de revenu (pas possibilité de faire une déclaration d'impôt), sobriété, traces faibles
	Mobilités de travail (travail saisonnier ou discontinu)
Incompréhension, méfiance et peur du contrôle (non recours) : disparition de l'accompagnement au profit d'une politique gestionnaire du travail social, impact disproportionné des sanctions financières pour les faibles revenus	Non reconnaissance par les élus et décideurs des territoires des actions territoriales « marginales » (ex systèmes de débrouille parallèles aux actions institutionnelles, action culturelle parallèle, etc.) Absence de formes de représentation
	Non reconnaissance des innovations (ex habitat léger écologique, pluriactivité, festivals, etc.)
	Déconnexion du système de formation (initiale ou continue)
	Assignation à la marginalité , manque d'espaces d'intégration
	Absence de statuts adaptés ou non reconnaissance du statut
(Tallon et al., 2015)	Recours au collectif et dilution des identités individuelles

**ACCOMPAGNER POUR
SÉCURISER L'ACTIVITÉ DES
PERSONNES EN FORTES
DIFFICULTÉS
ÉCONOMIQUES**

Enjeux et questions

- Mieux accompagner l'installation rurale et agricole, souvent progressive, sur des projets « atypiques », avec une dimension plus territoriale que sectorielle
- Prendre en compte la diversité des formes d'exercice des activités « hors norme », « alternatives », notamment la pluriactivité
 - évaluation de leur capacité à « tenir » dans le temps (pérennité)
 - évaluation de leur capacité à répondre à la transition écologique
- Prendre en compte la question de la faible rémunération des projets c'est-à-dire repenser la précarité et les socles protecteurs

Intégrer la question de la précarité à l'accompagnement

- Précarité : consensus dans la sociologie du travail autour de la question de l'incertitude et du risque : incertitude, instabilité d'une situation dans une société sans cesse en mouvement (Bresson, 2002)
- Dans les statistiques :
 - Ensemble des personnes d'un ménage destinataire d'un minima social
 - Ou bien : tous les ménages en dessous du seuil de pauvreté (inclus les travailleurs pauvres)
- Dans le travail : chômeurs et travailleurs hors CDI = tous les emplois dits « atypiques » (mémoire active du salariat)

Penser la précarité (1)

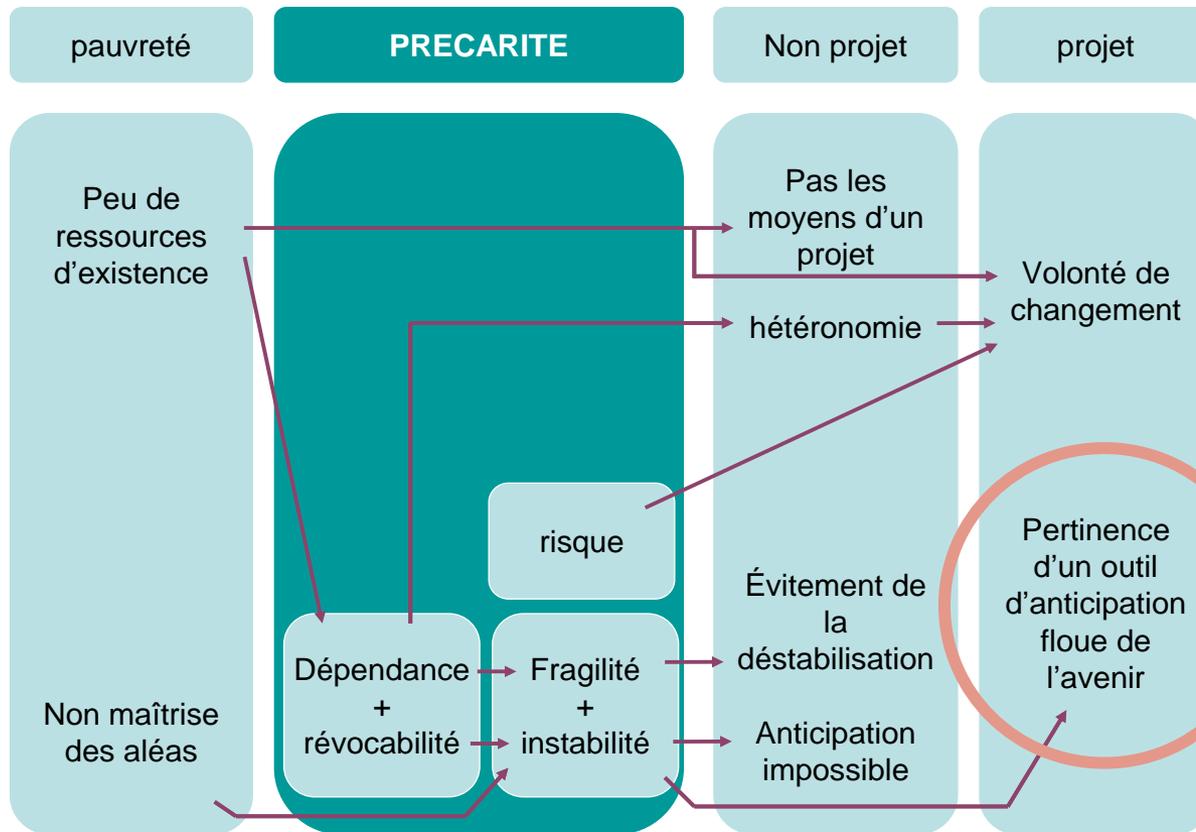


Schéma conceptuel de la précarité (Jouffe, 2007)

« Ma précarité, je ne l'ai pas choisie. Ce que j'ai choisi, c'est : tout le reste. Ce que je fais, pour qui, avec qui, comment et où. » Marion, 37 ans, Pyrénées Orientales

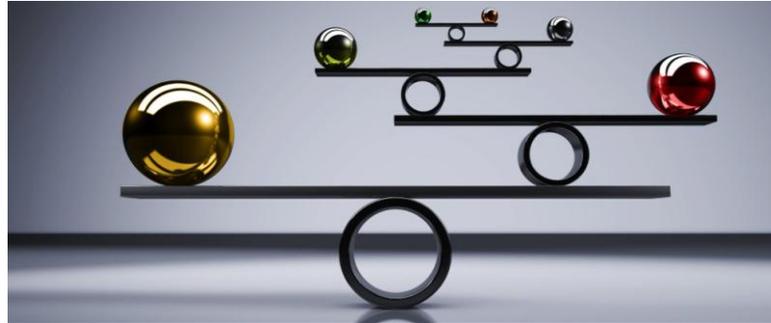


Accompagnement

La précarité désigne la possibilité d'un processus de paupérisation et insiste donc sur les multiples facteurs extérieurs à un individu qui sont susceptibles de le rendre pauvre

Plus qu'à la notion de manque, la précarité renvoie à la notion d'incertitude, d'incapacité à anticiper l'avenir et le devenir des systèmes productifs (Billiard et al., 2000)

Penser la précarité (2)



Rapport à l'emploi	Rapport au travail
<p>Revenus : couverture des besoins matériels, stables dans l'avenir (vulnérabilité économique)</p> <p><i>Ex: Niveau de revenu / besoins du ménage</i></p>	<p>Homo economicus : satisfaction liée à la rémunération du travail</p>
<p>Protection sociale : sécurité sociale, cotisation pour la retraite (niveau et nature liés au statut de l'emploi)</p> <p><i>Ex: Statuts ou nature/niveau protection sociale : assurance maladie- cotisation retraite</i></p>	<p>Homo sociologicus : insertion dans un groupe professionnel, reconnaissance du travail par les pairs, les bénéficiaires du travail ou les commanditaires, sentiment d'utilité</p>
<p>Possibilité de se projeter dans l'avenir (incertitude, instabilité de l'emploi)</p> <p><i>Ex: revenu, travail, emploi, contrat, protection sociale</i></p>	<p>Homo faber : plaisir obtenu dans la réalisation de l'activité</p>

De la précarité à la pauvreté (1)

- Un rapport aux capacités à tenir un statut social et à obtenir un revenu
- Un rapport aux protections contre le risque de dégradation de ces revenus et statut
- La pauvreté peut être définie comme un ensemble de précarités, c'est-à-dire d'insécurités par rapport à divers aspects de la vie. Ces insécurités correspondent à des handicaps par rapport à un niveau de ressources nécessaire pour garantir une sécurité normée (Gilles-Simon et Legros, 1997)
- *« On s'est quand même battus pour garder la sécurité sociale. Autant pour le RSA on a laissé tomber, c'était pas aussi important que la protection sociale. (...) » Luc , Hérault, 56 ans*

De la précarité à la pauvreté (2)

- Cinq facteurs de protection (3 internes / 2 externes) :
 - les capacités personnelles (ex compétences, capacités physiques)
 - les conditions externes de maintien du statut (ex disponibilité de l'emploi)
 - la propriété privée
 - la propriété sociale (ex droit du travail, sécurité sociale, services publics, etc.)
 - les protections communautaires (ex. famille, réseaux, communauté, voisinage) (Jouffe, 2007)

De la précarité à la pauvreté (3)

- *Je me suis trouvé une petite maison dans un petit hameau, que je paye le prix de l'APL, donc j'ai pas de loyer. J'ai eu des mois de loyer en contrepartie des travaux. [...]...Après autour il y a un cadre sympathique, j'ai accès à un jardin, de l'eau en permanence, gratuite, je paye pas l'eau, je paye que l'électricité et internet. Donc ça me coûte environs 70€ tous les deux mois on va dire. Entre électricité et Internet. Et c'est l'APL qui me paye le loyer du coup. [...]Voilà, ça ne me coûte pas trop cher là où je vis, je peux produire mes légumes, j'essaye au maximum de manger mes propres légumes, j'en achète très peu, j'ai acheté très peu de légumes cette année. L'année dernière c'était plus laborieux, c'était la première année, et là cette année ça marche plutôt bien. » **Romain**, Hérault, 25 ans*
- *« En fait tous les vendredis on a un colis, mais des fois c'est que des fruits qu'on a ou des légumes. Des fois on n'a presque rien dans les colis. Comme là, je vais aller voir sur Lille vendredi [avec les éducateurs] mais il n'y a rien, on n'aura rien comme colis. Des fois on se prive de manger, c'est vraiment quand on n'en peut plus qu'on mange. J'ai eu 300 € d'aides au mois d'août, et là il faut que j'aïlle jusqu'au mois de novembre, donc ça va être impossible. » **Andi**, Nord, 19 ans*

Repenser les formes et modalités d'accompagnement (1)

Dimension politique

- Prendre en compte les transformations actuelles du "travail" et leurs impacts sur les activités des territoires concernés
- Anticiper les évolutions sociologiques et économiques des espaces ruraux (au-delà des modèles)
- Forger des outils de prise en compte de la précarité et des repérage des risques de pauvreté et d'action de lutte plus efficaces
 - aide sociale immédiate
 - renforcement des trajectoires professionnelles individuelles (Rapelli, 2016)
- Construire des contre-pouvoirs (négociation -terres, postes, formations, aides sociales, etc.)

Repenser les formes et modalités d'accompagnement (2)

Modalités opérationnelles

- Penser une action territorialisée dans des espaces de plus faible densité et auprès de populations géographiquement éclatées
 - Travailler « en contexte » : territoires d'action pertinents
 - Expérimentation
 - Innovations sociales
 - Temps long
 - Réflexivité et co-construction et spécificité des actions
 - Décloisonnement de l'accompagnement
- S'extraire des visions pré-normées de l'activité, du travail, des compétences
- « *Parce que nos marchés qu'on organise, euh c'est aussi parce qu'on a choisi de s'installer là et que effectivement si on ne regarde que l'aspect business des choses, c'était sûrement pas le plus judicieux. Mais justement on a pas regardé que cet aspect là, on s'est installé dans cet endroit-là parce que c'est une région qui nous plait, et qu'on a envie de mettre en valeur notre territoire aussi.* » **Clarisse**, Cher, 30 ans

Repenser les formes et modalités d'accompagnement (3)

Dimension du projet et de l'individu

- Mobilisation du projet de territoire
- Perception et prise en compte de la globalité du système d'activité dans sa complexité, ses interactions et son économie plurielle
- Penser les trajectoires courbes (non linéaires et non accumulatives)
- Prendre en compte des dimensions collectives de l'activité
- *« Nous on a vraiment ce projet de tester la vie en collectivité, à 10-15 personnes. C'est ce qu'on a toujours fait, on vit depuis toujours en collocation. Avoir un corps de ferme, je sais pas... Ensemble on a vite fait de retaper et de rembourser un corps de ferme, on a tous des compétences qui sont différentes et complémentaires. »*
Pierre, Nord, 24 ans
- S'outiller pour accompagner (outils réflexifs)

Bibliographie citée (1)

- Billiard, I., Debordeaux, D., & Lurol, M., sous la direction de,. (2000). *Vivre la précarité, trajectoires et projets de vie*. La Tour d'Aigues: éd. de l'Aube.
- Boiron A., Labarthe J., Richet-Mastain L., Zergat Bonnin M. (2015), « Les niveaux de vie en 2013 », *INSEE Première n° 1566*
- BOULINEAU, E., & BONERANDI, E. (2014). *La pauvreté en Europe une approche géographique*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.259 p.
- Bresson, M. (2011). La précarité : une catégorie d'analyse pertinente des enjeux de la norme d'emploi et des situations sociales « d'entre-deux ». *SociologieS [En ligne], Débats, La précarité*.
- Bureau, M.-C., Corsani, A., & Rossignol-Brunet, M. (2016). *Rapport enquête Revenus-Temps Coopaname et Oxalis. Synthèse* (p. 63). Lise-Cnam; Univ Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Chartier, L., & Chevrier, P. (2015). Les agriculteurs : des précaires invisibles. *Pour*, 225(1), 49.
- CGET, 2018. Étude flash : quel équilibre entre les territoires urbains et ruraux ? En ligne <https://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/quel-equilibre-entre-les-territoires-urbains-et-ruraux>

Bibliographie citée (2)

- Davezies, L. (2007). Inégalités territoriales : le paradoxe des échelles géographiques. Les nouveaux moteurs du développement territorial et des inégalités. *Introduction au séminaire « Le développement territorial et ses ressorts »*. IHEDATE.
- Fiorelli, C., Tallon, H., Dufour, A., Moity-Maïzi, P., Massein, G., Pigache, M., & Cadier, C. (2012). La pluriactivité au risque de la précarité: singularités des rapports au travail et à l'emploi dans les activités rurales. Une étude menée en Languedoc-Roussillon. *Symposium PSDR3 « Les chemins du développement territorial »*, 19-21 juin 2012, Clermont Ferrand, 26. Clermont Ferrand: Inra-Irstea.
- Ipsos. (2003). *L'installation des citadins à la campagne : synthèse des sondages sur les opinions et attitudes des populations concernées*. 48.
- Jouffe, Y. (2014). La mobilité des pauvres. Contraintes et tactiques. *Informations sociales*, 2(182), p.90-99.
- Jouffe, Y. (2007). *Précaires mais mobiles. Tactiques de mobilité des travailleurs précaires flexibles et nouveaux services de mobilité* (Thèse de doctorat de sociologie). École Nationale des Ponts et Chaussées, Sociologie, Marne la Vallée.
- MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion). (2008). *Dossier annuel : Pauvretés, précarités, exclusions*. Lyon, 184 p.

Bibliographie citée (3)

- ONPES. (2016). *L'invisibilité sociale : une responsabilité collective* (p. 176) [Rapport 2016]. Paris: Observatoire National de la Précarité et de l'Exclusion Sociale.
- OpinionWay, 2017. Les jeunes et le permis de conduire auto. 13 p.
- Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Paris: PUF.
- Pistre, P. (2013). Les campagnes françaises : un renouveau incontestable mais très inégal. *Population & Avenir*, n° 715.
- Rapelli, S. (2016). Les travailleurs non salariés pauvres : entre invisibilité et invisibilisation. *La lettre de l'Observatoire National de la Précarité et de l'Exclusion Sociale*, n°4, 5 p.
- Roullier, C. (2011). Focus—Qui sont les néoruraux? *CNAF Informations sociales*, 2(164), 32-35.
- Sencébé, Y. ; Lépicier, D. 2007. « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », dans *EspacesTemps.net*

Bibliographie citée (4)

- Sigaud, T. (2015). La mobilité géographique : ressource ou fragilité pour l'emploi ? *Connaissance de l'emploi*, (125), 4.
- Tallon, H., Lignières, I., Bureau, M.-C., & Le Dantec, E. (2015). *L'invisibilité sociale, publics et mécanismes : les pauvres en milieu rural et notamment les jeunes ruraux et les néo-ruraux*. Rapport d'étude pour le compte de l'ONPES, ARIAC, 89 p. www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Jeunes_ruraux_et_neo-ruraux_Rapport_final.pdf